

# PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.  
ETRANGER : 5 fr.

## ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.  
ÉTRANGER .... 50 francs.

Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du



## CAUCASE

Géorgie  
Azerbaïdjan  
Caucase du Nord

*de l'UKRAINE et du TURKESTAN*

Directeur : Georges GVAZAWA



## SOMMAIRE

---

Un nouveau témoignage de servitude nationale .....	E. RASSOUL-ZADÉ.
Le Caucase.....	***
Les obsèques de Ramichvili : (discours de MM. Jordania, Abel Chevalley, Choulguine, Rassoul-Zadé, Hadissian, Zakhokh, Tchokaïeff et G. Gvazawa).	
Du fédéralisme « rationalisé ».....	M. KARTWELI
Les bolcheviks dans le Proche Orient.....	MIRZA-BALA
Pour la paix.....	KAZI-KHAN
Gâchis économique en Ukraine .....	N. V.
Au Turkestan.....	M. T.
Troubles au Caucase .....	

## CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine.

---

RÉDACTION & ADMINISTRATION :  
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6<sup>e</sup>)

---



# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## Un nouveau témoignage de servitude nationale

Ce témoignage s'est produit là-bas, dans le pays où, plus que partout ailleurs, on parle de libération des peuples, où le mot d'ordre de révolution sociale s'allie étroitement avec cet autre mot d'ordre de libération nationale.

Effectivement, ceux qui prétendent avoir démasqué l'impérialisme et le système colonial du capitalisme contemporain, les gens de la III<sup>e</sup> Internationale qui tiennent leurs assises au Kremlin de Moscou, osent affirmer que le problème des nationalités en U.R.S.S. a été résolu, chaque nationalité de l'Union ayant reçu la possibilité et le droit de se gouverner elle-même.

Un simple examen de la Constitution soviétique et du système centralisateur de la dictature communiste suffit pour donner une idée de la fausseté des déclarations mensongères dont se sert le régime soviétique dans la question de la fédération et du droit à la libre disposition des peuples.

Peut-il être sérieusement question d'une auto-disposition quelconque dans un pays où tout le pouvoir a été donné en apanage à un petit groupe de communistes agissant, non pas en vertu de directives idéologiques émanant de Moscou, mais du fait d'abus grossiers commis par des secrétaires-dictateurs locaux nommés directement par ce même pouvoir dictatorial de Moscou. Les secrétaires moscovites des organisations régionales nationales s'appuient, d'une part, sur les forces de l'armée rouge d'occupation, et, de l'autre, sur le bras du « prolétariat » (entendez du Guépéou, anc. Tchéka) qui, en tant qu'« organe de défense de la révolution », ne peut être en aucun cas dissocié de l'organisation centrale de Moscou.

Bien que rigoureusement centralisé, le régime dictatorial du Kremlin rouge donnait parfois, sans porter atteinte à ses prérogatives, des gages sous forme « de mots d'ordre révolutionnaires décoratifs » à l'idée de fédération.

Conformément à cette tactique, seuls les commissariats de l'Intérieur, de la Justice, de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de l'Hygiène étaient maintenus dans le cadre des républiques alliées et autonomes.

Cependant, en vertu d'une ordonnance du « Conseil des Nationalités », les droits des républiques nationales furent, l'an dernier, soumis à certaines restrictions en matière juridique. Aujourd'hui, l'agence bolcheviste *Tass*





lance un court communiqué annonçant que, par décision de Moscou, les commissariats de l'Intérieur dans les républiques alliées et autonomes de l'« Union soviétique » sont supprimés.

Par cet acte, les républiques nationales « autonomes » de l'Union soviétique sont ainsi privées du droit de diriger leurs affaires intérieures et ce droit appartiendra dorénavant à Moscou qui possédait déjà l'exclusivité pour les commissariats des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, des Voies et communications, des Postes et Télégraphes, etc. Nous disons dorénavant, bien que ces commissariats, tous les commissariats dans leur ensemble, aient de tout temps été, en réalité, dans les mains de Moscou.

Qu'est-ce qui a bien pu susciter cette décision ? Pourquoi la dictature moscovite a-t-elle eu besoin, en ce moment, d'attenter au droit, fut-il fictif, des républiques nationales soviétiques de s'administrer elles-mêmes ? L'on ne se représente pas l'« ornementation » des républiques autonomes sans la présence de ce « décor » effectivement indispensable. Pourrait-on appeler république, unité autonome, le pays qui ne posséderait pas sa propre police, qui serait administré par des dispositions venues du dehors ?...

Les autorités moscovites sont guidées, de nos jours, par d'autres conceptions, d'un caractère plus grave que celles qui les ont guidées précédemment lorsqu'elles donnaient aux « décors extérieurs » plus d'importance. La centralisation du pouvoir dans les mains du dictateur Staline est un mot d'ordre qui répond parfaitement au système caractérisé par le plan quinquennal de collectivisation et par la militarisation hâtive de toute l'Union soviétique.

L'on n'ignore pas que les insurrections les plus sanglantes dirigées contre le plan de la collectivisation ont eu lieu, précisément, sur les confins de l'Union. En Azerbaïdjan et dans tout le Caucase, en Ukraine, au Turkestan et dans d'autres républiques encore, les insurrections paysannes se produisent sous les yeux bienveillants de la milice locale qui, bien souvent, passe du côté des « koulaks ». Aussi, de nos jours, l'administration au Caucase, en Azerbaïdjan en particulier, est déjà remplacée par des gens venus de Moscou.

Moscou prépare un coup décisif. L'Europe commence à s'en apercevoir. Il se produit un processus de centralisation de toutes les forces économiques, politiques et militaro-administratives des pays soviétiques. Si, jusqu'à ce jour et dans l'intérêt de la propagande, les mots d'ordre décoratifs de la révolution avaient quelque importance et s'il fallait tolérer cette forme de pouvoir dans les républiques nationales de l'Union, il n'en est plus de même aujourd'hui. On a convenu désormais, dans l'intérêt même des opérations révolutionnaires, de ne plus prendre en considération les conditions susceptibles d'empêcher la réalisation du but préalablement fixé.

Lorsque, pour réaliser des rêves fantaisistes, sans le moindre remords de conscience, le fanatisme insensé est prêt à précipiter dans la misère et dans la servitude des millions de sujets, croit-on qu'il soit disposé à compter avec de vaines formes extérieures, sans valeur aucune à ses yeux ? Non, ces formes extérieures, dans les conditions actuelles, ne peuvent, à son avis, qu'être pour lui un obstacle.

Effectivement, ce point de vue a sa raison d'être. Nous aurions tort quant à nous, de ne pas en tirer nos conclusions. En présence de ce nouvel



acte d'asservissement national, et en raison des événements qui s'annoncent, nous, peuples asservis de l'Union soviétique, devons être prêts à toute éventualité !

M. E. RASSOUL ZADÉ.

---

## LE CAUCASE

---

Parmi les problèmes qui sollicitent, à l'heure actuelle, l'attention des dirigeants de la politique européenne, il en est un qui s'impose à tout esprit éclairé et soucieux de la paix et du redressement économique du monde.

C'est le problème du Caucase.

Qu'on ne nous dise pas que le Caucase est loin et que la solution d'un tel problème n'influencerait aucunement la marche générale de la vie européenne. Erreur ! De nos jours, aucune partie du monde n'est « éloignée » ; le monde s'est rétréci, les intérêts généraux les plus effectifs s'enchevêtrent et s'élargissent à tel point qu'on ne sait plus où se situe le véritable front des combats qu'on doit livrer aux forces ennemies pour la défense de ces intérêts.

L'Europe exerce une suprématie incontestable dans le monde ; ses intérêts économiques et moraux sont partout ; on aurait tort de croire qu'elle puisse vivre et prospérer si elle est isolée du reste du monde particulièrement du continent d'Asie dont elle n'est qu'une presqu'île. La crise économique mondiale dont on est unanime à constater les répercussions désastreuses dans toutes les branches de l'activité créatrice de l'Europe, n'est-elle pas due en majeure partie à la Russie soviétique qui, on le sait, n'a d'autre but que d'ébranler partout la base nationale et sociale de la vie et de mettre l'Europe tout entière dans l'impossibilité de poursuivre son rôle glorieux dans l'évolution du monde. Cette lutte ouverte, plus souvent sournoise, se livre et se poursuit avec acharnement partout, en Europe aussi bien que dans les colonies. Ce qu'il faut chercher, c'est la base d'opérations, le point d'appui de ce conflit grandiose, et y porter toute l'attention qu'il mérite.

Si l'on a des yeux pour voir des réalités et non pas des chimères, c'est sur le Caucase qu'il faut les fixer.

N'est-ce pas étonnant que la Turquie se soit arrêtée soudainement au seuil de la Société des Nations ? La Turquie, qui a tant lutté pour son redressement national et qui a tant fait pour se transformer en Etat civilisé, tourne aujourd'hui ses regards, à la stupéfaction générale, vers Moscou, tout en restant d'ailleurs résolument réfractaire à tout venin moscovite. Maîtresse chez elle dans tous les domaines de sa vie nationale et sociale, elle paraît paralysée dans ses mouvements d'ordre international. Comment expliquer cette attitude, sinon par la pression formidable de la Russie soviétique ? On a beau invoquer l'article 10 du pacte de la S.D.N., croit-on que les puissances européennes, membres de la Société, consentent, le cas échéant, à lancer leurs forces militaires, navales ou aériennes contre l'agresseur qui attenterait à l'intégrité territoriale de la Turquie ou contre son indépendance politique ? Il est permis d'en douter, et alors quoi d'étonnant si, de temps à autre, le ministre des Affaires



étrangères de Turquie se trouve dans l'obligation de faire une visite à Moscou et de constater une fois de plus « la parfaite concordance des points de vue et des intérêts des deux Etats ». Ah ! M. le Ministre, laissez-nous rire !...

La cause de ce malaise n'est autre que la situation stratégique du Caucase. Elle est unique au monde : elle commande l'Asie Mineure, l'Asie Antérieure et l'Asie Centrale. Les Russes l'ont compris depuis longtemps. Après de longues luttes au cours du dernier siècle, ils réussirent à s'emparer du Caucase, et établirent du même coup leur emprise sur tous les pays, depuis Constantinople jusqu'aux confins des murailles chinoises.

La situation de la Perse n'est pas meilleure que celle de la Turquie. Nous ne parlons pas du Turkestan, déjà victime de l'agression soviétique, mais l'Afghanistan, les Indes et plus loin encore...

Quel est le moyen susceptible de remédier à cet état de choses ? Il n'y en a qu'un : c'est la création d'un Etat confédéré du Caucase. Ce n'est que de cette manière qu'on pourra mettre fin à la politique agressive de la Russie qui a coûté si cher à l'Europe dans le passé, et qui ne présage rien de bon pour l'avenir.

L'importance stratégique du Caucase n'est pas le seul motif de cette politique. Sa valeur économique n'a pas une portée moins considérable. Elle découle de la situation géographique du pays et de ses richesses naturelles inépuisables.

« Un des buts de la grande guerre, disait Lloyd George, était l'ouverture de la mer Noire à la navigation libre. » En effet, par le traité de Lausanne, les Détroits furent ouverts, la mer Noire aussi ; mais cet accord international perd tout son caractère tant que le pont du Caucase reste fermé et inaccessible. Deux artères d'une portée incalculable relient toute l'Europe à la mer Noire : les Détroits et le Danube. Les premiers jouent le même rôle pour toutes les puissances méditerranéennes que le Danube pour la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. C'est donc l'Europe tout entière qui est intéressée aux échanges internationaux effectués par la voie de ces deux grandes artères et à l'écoulement régulier de ses produits acheminés vers l'Asie Centrale et l'Asie Antérieure.

Mais tous ces échanges ne sont-ils pas coupés net par la fermeture du pont du Caucase ? Peut-on considérer que le but de la grande guerre soit atteint tant que le Caucase conservera le caractère d'une place d'armes avancée de l'impérialisme russe ? Voilà la question. Qu'on y réfléchisse un peu, et l'on verra que l'invasion de l'armée rouge dans le Caucase et la destruction des Etats libres de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord, ne sont qu'un coup de force dirigé non seulement contre la liberté des peuples du Caucase, mais aussi contre les intérêts vitaux de l'Europe elle-même.

Quant aux richesses merveilleuses du Caucase, elles sont universellement connues. Et, fait digne de remarque, c'est la richesse des peuples du Caucase qui joue un rôle prépondérant, nous dirons même décisif, dans les assauts que les Soviets dirigent contre l'ordre et la tranquillité de l'Europe. Qu'advierait-il, en effet, de la puissance des Soviets sans le pétrole du Caucase, sans le manganèse, le cuivre, le tabac, la soie et tant d'autres produits qui, monopolisés et exportés par l'Etat, lui fournissent les fonds nécessaires pour soutenir ses folles entreprises.

Sans ce butin, fruit de leurs invasions, sans ce patrimoine des peuples



du Caucase qu'ils ont asservis et dépouillés de tous leurs biens, les Soviets auraient sombré depuis longtemps. Desserrez les griffes de l'impérialisme soviétique, réparez les droits des peuples du Caucase foulés aux pieds par les bolcheviks, et vous verrez l'écroulement immédiat du plan quinquennal, la dissolution de l'armée rouge, la fin de la propagande, la libération de l'Europe du danger qui la menace, et la liberté des peuples qui gémissent sous la fêrule moscovite. Véritablement, c'est là, c'est dans le Caucase que se trouve la clef d'une paix stable et d'un redressement certain de l'économie mondiale.

Le Caucase, pays de légendes, de poésie et de traditions glorieuses, il émerge avec ses cimes neigeuses du fond de l'horizon politique. Pourrait-on ne pas tenir compte des aspirations légitimes des peuples du Caucase ? N'ont-ils pas lutté contre la domination russe, n'ont-ils pas consenti à des sacrifices inouïs pour la conquête de leur liberté et pour le redressement de leur vie nationale ? Les Républiques caucasiennes ne sont pas un mythe mais une réalité vivante dont on ne saurait méconnaître l'importance à une époque où l'organisation de la paix dans le monde prime toutes les autres préoccupations d'ordre national et international.

Il fut un temps où les peuples du Caucase furent divisés. La Géorgie chrétienne ne nourrissait pas trop de confiance envers ses voisins musulmans, et ces derniers considéraient la Géorgie comme un élément dangereux pour leur liberté. Mais ces temps sont révolus à jamais. Les vagues de l'impérialisme russe ont, depuis, déferlé sur tout le Caucase, emportant dans leur course impétueuse toute friction et toute méfiance d'antan. La domination russe a éliminé pour toujours la rivalité stérile des différentes nationalités ; elle leur a montré le chemin du salut : l'union de toutes les forces morales et matérielles pour la lutte contre l'ennemi commun.

Il ne pouvait en être autrement. La Géorgie, trompée et dépouillée de toute liberté politique, ne gardait plus qu'une amertume de sa foi naïve dans la protection russe, et les pays musulmans : Azerbaïdjan et Caucase du Nord n'ont jamais cessé de nourrir une haine implacable contre les envahisseurs. Les yeux s'ouvrirent un jour. Le Caucase tout entier apparut comme une unité politique bien délimitée par la nature même pour une vie commune, libre et indépendante. Le demi-siècle passé sous la domination russe peut être considéré comme une école, dure sans doute, mais salutaire ! Un fossé moral infranchissable s'était créé entre le Caucase et la Russie proprement dite.

L'invasion bolcheviste mit le comble à cet état d'âme. Les peuples du Caucase ne font plus de différence entre Russes et bolcheviks. On a beau expliquer que ces deux expressions ne sont point identiques, que tout comme les peuples du Caucase, pas mal de Russes souffrent de ce régime, qu'ils supportent péniblement la dictature soviétique et qu'ils luttent contre ce fléau, non moins résolument que les Caucasiens eux-mêmes, peine inutile ! Le peuple caucasien ne voit autre chose autour de lui que destructions, persécutions et misère noire... Que lui importe la couleur du parti qui l'opprime, ce qu'il constate c'est qu'un pays, étranger pour lui, a déversé sur son territoire ses vagues destructives, qu'il a mis fin à son existence indépendante d'Etat. Aussi oppose-t-il une résistance désespérée aux envahisseurs. Les soulèvements se succèdent dans le Caucase du Nord, en Azerbaïdjan, en Arménie, en Géorgie. Le



fossé qui les séparait de la Russie s'élargit d'avantage et l'unité politique du Caucase se forge sur les champ de bataille toujours accrus.

Le Caucase a plus de muscles que de nerfs, il saura tenir tête aux envahisseurs, mais il n'en est pas moins un point des plus neuralgiques du monde. La tranquillité de l'Asie et de l'Europe en dépend pour une grande part. La solution impérieuse du problème du Caucase s'impose. L'histoire récente des peuples du Caucase en a tracé les formes. L'intérêt général des peuples et du monde exige que l'examen de cette question trouve place à l'ordre du jour des grands problèmes mondiaux.

\* \* \*

## LES OBSÈQUES DE RAMICHVILI

Les funérailles de Noé RAMICHVILI, ministre géorgien, assassiné à Paris par un de ses compatriotes qu'on soupçonne avoir été soudoyé par Moscou, ont eu lieu dimanche 14 décembre, au cimetière parisien de Bagneux, au milieu d'une assistance très nombreuse. Plusieurs hommes d'Etat géorgiens et des personnalités politiques de toutes nuances se sont unis pour saluer la dépouille de celui qui, dix années durant, a lutté contre la terreur rouge qui ravage sa patrie. Devant sa tombe entr'ouverte, plusieurs discours politiques ont été prononcés. On en trouvera ici quelques-uns parmi les plus importants :

Discours de M. NOE JORDANIA

*Président de la République de Géorgie*

« Au nom de la Nation géorgienne, j'adresse le dernier adieu à cette chère dépouille, et la gratitude éternelle de cette Nation, gratitude qui embrasse tout ce que Noé Ramichvili a fait pour elle et sur l'autel de laquelle il a fait le sacrifice de sa vie.

« Aujourd'hui, le peuple géorgien dans son entier pleure avec nous; avec nous, il éprouve la douleur de cette perte et une juste indignation contre les scélérats qui ont ourdi cet horrible crime.

« Le peuple géorgien connaissait bien Noé Ramichvili. Au cours de ces trente dernières années, il l'avait toujours vu plein d'abnégation, de courage et d'intrépidité aux avant-postes de la lutte, parmi les premières vagues d'assaut. Qu'il fût dans le parti social-démocrate ou au service de la nation, il occupa toujours et partout une position éminente; il se tenait debout, le drapeau à la main, visible de toutes parts, aussi bien pour ses amis que pour ses ennemis. La Géorgie l'avait connu, elle avait goûté le fruit de sa perspicacité, de son activité, de son courage et de son abnégation. Le pays ne l'oubliait pas; depuis dix ans il attendait le retour de son chef.

« Noé ne retournera plus, hélas ! Il ne sera plus le chef de son pays bien-aimé, il ne participera plus à la chute de l'ennemi, ni à la renaissance de son peuple. Mais son âme rentrera et avec elle son courage, sa hardiesse, son image morale et ses ailes qui le portaient toujours plus haut vers



le sommet de l'idéal. Une balle ne peut pas abattre l'idée : Noé vient de tomber, la Nation reste en place, la lutte continue. Chaque combattant est lié à la Nation, il est uni moralement avec elle.



Noé RAMICHVILI

« Que puis-je dire à cette chère dépouille pour consolation ? Rien, absolument rien, sinon une chose, une seule qui le réjouira le plus. Je le connais bien, son âme et son cœur me furent toujours ouverts et cette promesse que je vais lui faire le réjouira même dans sa tombe glacée : le drapeau, qu'on a fait tomber de sa main, nous l'avons ramassé et nous continuerons l'œuvre qu'il nous laisse inachevée. »

Discours de M. ABEL CHEVALLEY

*Ministre plénipotentiaire*

*ancien Haut-Commissaire de France au Caucase*

« Au nom du Comité International des amis de la Géorgie siégeant à Genève, et de l'Association « France-Géorgie » siégeant à Paris, j'apporte à Noé Ramichvili l'hommage douloureux de tous ceux qui, sans être



Géorgiens, aiment la Géorgie. Dans des circonstances tragiques, en 1920 et 1921, cet homme jeune et calme incarnait sa Patrie. Il l'incarne encore dans sa mort tragique. Je l'ai connu à Tiflis. Il y était responsable de l'ordre public qui ne fut jamais troublé jusqu'à l'invasion. Pourtant, il vient d'être assassiné en 1930, comme son pays le fut en 1921. Il haïssait la violence et il en était haï. Il laissait aux juges le soin de rendre et de faire justice. Que sa voix soit entendue même d'outre-tombe. C'était un homme, un chef, un grand cœur.

« Vers sa famille, qu'il aimait tant, vers ses amis, ses compatriotes et son pays montent en ce moment de toutes les parties du monde civilisé les témoignages muets d'une sympathie révoltée, indignée, mais toujours fidèle et confiante. La cause nationale de la Géorgie n'en est plus, hélas ! à compter avec ses martyrs. Adieu, Ramichvili, vous revivrez avec votre Patrie indépendante. »

Discours de M. A. CHOULGUINE

*Chef de la Mission ukrainienne en France*

« Au nom du gouvernement de la République démocratique ukrainienne qui se trouve en exil, comme celui de la Géorgie, au nom de la Mission ukrainienne en France, au nom du Haut-Conseil de l'émigration ukrainienne, je présente ici mes condoléances très émues.

« Le deuil cruel qui frappe la famille de Noé Ramichvili est partagé non seulement par son propre peuple, mais également par l'Ukraine qui, côte à côte avec la Géorgie, poursuit la lutte pour l'indépendance de son peuple.

« L'Ukraine n'oubliera jamais que Noé Ramichvili fut l'un des initiateurs de notre rapprochement si amical avec la Géorgie.

« Ramichvili était un grand patriote, absolument dévoué à sa Patrie. C'était un homme d'Etat, mais il avait surtout l'âme d'un révolutionnaire. C'était l'homme de combat. Il avait un don très rare : une énergie, une volonté indomptables.

« L'ennemi peut se réjouir : un de ses adversaires parmi les plus redoutables n'existe plus. Mais cet ennemi ne doit pas se faire des illusions. On peut tuer un homme si important qu'il soit, mais on ne tue pas une nation. Ramichvili est mort, mais son peuple reste et restera vivant et vigilant.

« L'idée pour laquelle a combattu toute sa vie Ramichvili vaincra. La nation géorgienne deviendra un jour libre et indépendante. Et cette indépendance sera le meilleur monument qu'on puisse ériger sur la tombe du patriote que fut Noé Ramichvili. »

Discours de M. E. RASSOUL ZADE

*Leader du parti « Moussavat »*

*Président du Centre National d'Azerbaïdjan*

« Une balle ennemie a fauché un homme de valeur, un actif combattant pour la liberté. Ramichvili n'est plus...

« Nous comprenons toute la portée et tout le poids du malheur qui a frappé nos voisins géorgiens. C'est véritablement un malheur national !



« Ce malheur n'est pas seulement géorgien, il est aussi le nôtre, azerbaïdjanien, il est commun à tout le Caucase. Cette affreuse nouvelle si attristante pour nous, émigrés, trouvera son écho non seulement en Géorgie, mais dans tout le Caucase.

« L'ennemi peut se réjouir. La balle qui a frappé Ramichvili l'a tué, mais sa personnalité-physique seule a souffert; sa personnalité morale reste tout entière. Son idéologie subsiste; elle vit; il n'est pas possible que cette idéologie qui s'attache au nom de Ramichvili disparaisse. Aucune balle tirée par trahison, aucune violence ne saurait tuer l'idée qui répond à une vérité sociale et historique. C'est au service de cette idée que s'employait le défunt. L'idée de l'indépendance nationale constitue l'un des anneaux de la chaîne, commune à l'idéologie démocratique humaine à laquelle appartient l'avenir.

« Comme tout champion révolutionnaire authentique, Noé Ramichvili est mort à son poste, l'étendard à la main, étendard sur lequel était nettement écrit : « Géorgie indépendante ». C'est ce mot d'ordre qui constituait pour Ramichvili la raison d'être de l'existence du combattant. L'idéalisme de l'homme politique géorgien s'harmonisait heureusement avec le réalisme de l'homme d'Etat. Il comprenait qu'avec ses seules forces, la Géorgie ne pourrait jamais venir à bout de son ennemie. Il reconnaissait parfaitement la communauté d'intérêts qui existait entre les peuples du Caucase. Il considérait la libération de la Géorgie comme intimement liée à la libération de tout le Caucase. Il se rendait compte de l'importance et de l'actualité de l'idée de l'indépendance de la Confédération du Caucase. Il escomptait aussi l'énorme signification que présente l'union des nationalités opprimées contre l'ennemi commun, lequel opprime à un égal degré, le Caucase, l'Ukraine, le Turkestan et les autres républiques nationales.

« Oui, cher ami, tu es tombé à un poste d'honneur. Une main traîtresse est venue t'arracher à ton travail, à ce travail auquel tu t'étais religieusement consacré. Nous te jurons, là, devant ta tombe, de poursuivre le travail commun que nous avons entrepris ensemble. Nous resterons fidèles aux principes que tu as servis toi-même avec tant de dévouement.

« Oui, citoyens, des sacrifices sont nécessaires pour le triomphe d'un idéal. Sur la tombe encore béante de cette illustre victime, jurons que nous la vengerons ! Et quelle vengeance pourrait être plus précieuse que l'accomplissement de l'idéal qu'il avait rêvé ? Le meilleur souvenir pour lui, c'est la libération de la Géorgie et la réalisation de l'idée de l'indépendance de la Confédération caucasienne. Le transfert des cendres du défunt dans son pays délivré est un acte que nous, restés vivants, devons remplir !

« Ramichvili a incarné la volonté et l'énergie d'un peuple qui lutte; il fut un défenseur vraiment populaire. Ramichvili n'est plus, mais le peuple qui l'a enfanté vit encore comme est vivante la volonté du peuple que, sa vie durant, il a mise en pratique. Cette volonté doit vaincre et elle vaincra !

« Pour terminer, qu'il me soit permis, au nom du Centre National azerbaïdjanien, d'exprimer au gouvernement de Géorgie mes profondes condoléances, et au nom du parti démocratique des fédéralistes d'Azerbaïdjan « Moussavat » d'exprimer également ses condoléances au parti social-démocrate de Géorgie. Je suis également chargé d'exprimer les sentiments de profondes condoléances au nom des organisations cauca-



siennes unifiées aux travaux desquelles le défunt prenait une part très active.

« Ainsi, chers voisins, votre malheur est aussi le nôtre; disons tout court : un malheur commun. Ensemble nous pleurons ce cher et inoubliable Ramichvili; ensemble nous travaillerons jusqu'à la réalisation de notre idéal commun pour lequel est tombé de la mort des braves notre glorieux compagnon d'armes.

« Repose en paix, Ramichvili ! »

Discours de M. A. HADISSIAN

*Président de la Délégation arménienne*

« M. le Président du gouvernement de Géorgie,

« Madame,

« Au nom de la Délégation de la République d'Arménie, j'apporte l'expression de condoléances les plus profondes et d'une tristesse infinie à l'occasion de la fin tragique de l'honorable Noé Ramichvili.

« A ces sentiments, je me permets d'ajouter les miens propres, la tristesse d'un homme qui, pendant vingt ans, a souvent collaboré avec cette éminente personnalité. A nos yeux, il était un véritable révolutionnaire et un homme d'Etat géorgien remarquable. On sentait en lui de la force; dans ses veines coulait le sang bouillonnant d'un révolutionnaire capable d'entraîner les masses populaires, toujours prêt à tous les sacrifices.

« Devant mes yeux se dressent à présent des tableaux de meetings populaires, de réunions et de manifestations, animées par le défunt. Organisateur admirable, toujours enflammé mais toujours maître de soi-même, il savait créer des plans et les mettre à exécution. Homme politique géorgien aussi bien qu'ardent patriote, il s'était consacré au service des intérêts de la Géorgie et s'était voué corps et âme à la défense de son existence indépendante. Il avait des amis fidèles, mais aussi des ennemis implacables parmi ses compatriotes aussi bien que parmi les peuples voisins : c'est le sort des grands hommes. Il s'était entièrement consacré aux affaires publiques et il n'ignorait pas le risque qu'il courait. La mort le guettait, mais peu lui importait.

« Je l'ai connu dans sa famille : excellent père de famille, il aimait sa maison avec toute la tendresse d'un père et d'un époux. Maintenant qu'il n'est plus, nous savons que sa mémoire sera consacrée pour toujours dans les annales de l'histoire du Caucase tout entier et de sa Géorgie natale. Nous adressons à sa mémoire notre estime la plus profonde et nous nous inclinons avec tristesse devant sa tombe prématurée. »

Discours de M. G. ZAKHOKH

*Délégué du parti du Peuple du Caucase du Nord*

« Devant la tombe de Noé Ramichvili, lâchement et traîtreusement assassiné, le parti du Peuple des Montagnards du Caucase estime qu'il ne lui appartient pas aujourd'hui d'énumérer les services rendus par le défunt



non seulement à la cause géorgienne, mais à celle du Caucase dans son entier. Le nom de Noé Ramichvili appartient désormais à l'histoire. Il est de ceux qui, pour le bien et la solidarité de l'Etatisme caucasien, faisaient le sacrifice des intérêts d'un nationalisme suranné et étroit.

« Dans son désir de créer une forme d'Etat de solidarité caucasienne, dépassant parfois les limites extérieures de la popularité politique-nationale, Noé Ramichvili ignorait la fatigue, les offenses des uns, l'animosité des autres; il ignorait ce qu'on pourrait qualifier d'amour-propre.

« Infatigable au travail, doué d'une énergie exceptionnelle et d'une pureté d'âme qui convenait à son esprit pénétrant, possédant en outre un stage politique qui semblait être un garant du succès de la cause, Noé Ramichvili était l'âme de l'union caucasienne, le symbole de notre solidarité indéfectible, le prophète d'une ère nouvelle pour le Caucase.

« Emporté par la balle traîtresse d'un ennemi de la cause nationale, Noé Ramichvili est tombé, comme sont tombés la plupart des grands hommes, et l'on sait que le chemin des champions du droit et de la liberté est toujours épineux et pénible et la fin le plus souvent tragique.

« Noé Ramichvili n'est plus, mais son souvenir vit et restera parmi nous. Que la mort de ce grand homme soit pour nous, Caucasiens, un symbole d'union ! Que la cause qu'il a si bien défendue soit un phare perpétuel dont la lumière doit guider tout Caucasien-patriote.

« Tout en pleurant la mort de cet ami sincère, le parti du Peuple des Montagnards du Caucase jure solennellement ici de rester attaché aux principes et à l'idéal de notre cher et regretté Noé.

« Puisse la terre être légère à notre inoubliable camarade et ami. »

#### Discours de M. MOUSTAPHA TCHOKAIEV

##### *Représentant de l'Union Nationale Turkestanienne*

« J'ai le pénible devoir, au nom de l'Union Nationale Turkestanienne, d'apporter ici quelques paroles de sympathie posthume à ce chef et regretté Noé Ramichvili. Nous autres, Turkestaniens, avons su tout particulièrement apprécier Ramichvili. Il est venu à nous, non seulement comme Géorgien, mais aussi comme Caucasien, comme représentant du Caucase dans son entier. Que ce soit à Paris ou à Constantinople, nos rencontres, nos entretiens ont toujours eu un caractère sincèrement amical. Nos conversations ont toujours roulé sur une question qui nous tenait tous à cœur, sur notre lutte pour l'indépendance, et ces rencontres, ces entretiens laissaient en nous des traces ineffaçables de confiance et de sincérité.

« Il ne m'appartient pas ici, devant cette tombe entr'ouverte, de parler de mes souvenirs personnels sur Noé Ramichvili, souvenirs liés aussi à mon séjour de deux années dans l'accueillante et magnifique Géorgie où il me fut donné de me rencontrer avec Noé Ramichvili, plus fréquemment qu'avec tout autre homme d'Etat géorgien. Peut-être revien-drais-je une fois encore sur ce sujet. En attendant, qu'il me soit permis ici de rappeler un souvenir de la vie de notre ami commun et ami personnel, Noé, enlevé si tragiquement par une main lâchement criminelle.

« Ramichvili nous rappelait toujours à un travail systématique, à un travail d'organisation, se dépensait en conseils essentiellement prati-



ques et nous mettant surtout en garde contre toute manifestation de « national-phobisme » déplacé et inopportun.

« La lutte sur le terrain national, répétait-il, ne pourra donner le résultat attendu que si elle est basée sur la parfaite compréhension de notre « moi » national et de nos droits nationaux.

« Nous en sommes venus à l'idée d'une *Géorgie indépendante*, non par suite de quelque haine contre une tierce personne ou nationalité, mais du fait exclusif d'une complète compréhension des droits nationaux du peuple géorgien à une existence nationale. Un national-phobisme nous éloignerait du travail fructueux consacré à l'organisation des forces créatrices du pays. »

« Noé nous parlait ainsi, non parce que parmi nous, Turkestaniens, des tendances de « phobisme » se seraient manifestées, mais comme il disait lui-même, du fait que connaissant la fragilité des forces d'organisation politique du Turkestan, il craignait que nos jeunes gens ne se laissent prendre sur ce chemin facile et glissant qui porte le nom d'« héroïsme à bon marché ». Et je dois constater que les paroles de Noé Ramichvili produisaient une forte impression sur les auditeurs turkestaniens.

« Nous tous, Turkestaniens, pleurons ainsi que vous, Géorgiens, Noé Ramichvili; nous le pleurons comme le pleurent les amis Caucasiens et ses collaborateurs, car Ramichvili a été pour nous un ami et un camarade au même titre que pour les Géorgiens et pour les Caucasiens.

« Il a été pour nous un exemple de l'homme qui lutte contre le droit de la force pour la triomphe du droit et de la liberté des peuples.

« Que sa mémoire vive éternellement parmi nous ! »

### Discours de M. GEORGES GVAZAWA

#### *au nom du parti National-démocrate de Géorgie*

« Cher Noé ! Tu étais né pour la bataille et tu as trouvé la mort sur le champ de bataille. Tu as lutté et dans cette lutte implacable, une étoile t'éclairait, une seule éclairait ta route : la liberté de ta Patrie !

« Tu t'es engagé dans cette lutte à l'époque même où l'image et le nom même de la Géorgie étaient presque effacés. La Géorgie était alors entourée par les murs infranchissables de l'impérialisme russe. Tu l'avais vu, tu l'avais senti et tu avais compris qu'il n'y aurait point de salut aussi longtemps que ces murs ne seraient point brisés et détruits. Tu t'es rendu compte que la destruction de ces murs n'était possible que de l'intérieur, qu'avec l'aide de la classe sociale la plus opprimée et la plus asservie. Il suffisait d'une vague d'assaut partie de cette classe et dirigée contre la force brutale qui opprimait le pays pour provoquer l'ébranlement de cet impérialisme et, par conséquent, l'effondrement des murs qui se dressaient autour de la Géorgie...

« Il en fut ainsi : la Russie s'effondra, la Géorgie ressuscita et proclama son indépendance.

« Cher Noé ! Au cours de cette lutte tu te trouvais au premier rang et tu tenais haut, sans faiblesse, le drapeau de la souveraineté du peuple géorgien.

« Les temps ont changé, et avec eux, la méthode de lutte. Si jadis



il était nécessaire de mettre en mouvement une force sociale, maintenant ce sont toutes les forces nationales qu'il faut mobiliser. Ainsi, devant cette tombe entr'ouverte, vous avez entendu des discours. Ce sont les voix de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord, de l'Arménie, du Turkestan... Voilà donc la preuve du grand mouvement dont tu as été l'animateur. Grâce à toi, à ton dévouement et à ta ténacité, il s'est créé un front unique des peuples opprimés afin d'abattre un seul et même impérialisme... La méthode a changé, mais non l'étoile; elle est inchangeable et immortelle cette étoile : c'est l'étoile de la liberté de la Géorgie.

« La liberté ou l'esclavage, la civilisation ou la barbarie, voilà la question qui se pose devant l'humanité. Dans cette lutte gigantesque, ton image s'est dressée, mon cher compatriote, et cette image restera pour toujours gravée dans le cœur de la Géorgie reconnaissante. »

Nous avons le regret de ne pouvoir, à défaut de place, reproduire les discours de MM. Nakachidzé, Imnadzé, Intskreveli, Mgueladze et Gvardjaladze.

### LES CONDOLÉANCES

M. TCHENKÉLI, ministre plénipotentiaire de Géorgie à Paris, a reçu de nombreuses lettres et télégrammes de condoléances. Parmi les hommes d'Etat et les personnalités politiques qui ont bien voulu lui exprimer leur sympathie, il convient de mentionner :

#### MM.

Paul DOUMER, Président du Sénat.

Fernand BOUISSON, Président de la Chambre des Députés.

Le général LASSON, de la Maison militaire du Président de la République.

Jules MICHEL, Secrétaire général de la Maison civile du Président de la République.

Pierre DE FOUQUIÈRES, Chef du Protocole.

GERMAIN-MARTIN, ministre des Finances.

René SICARD, au nom de M. BRIAND, ministre des Affaires étrangères.

LAURENT-EYNAC, ministre de l'Aviation.

Alexandre MILLERAND, ancien Président de la République.

Le général WEYGAND, Chef de l'état-major.

Le général PAU, Président de la Croix-Rouge française.

Edouard HERRIOT, ancien Président du Conseil des ministres, maire de Lyon.

A. CHLAPOWSKI, Ambassadeur de Pologne.

QUINONES DE LEON, Ambassadeur d'Espagne.

C. IOSHIZAWA, Ambassadeur du Japon.

Thomas A. LE BRETON, Ambassadeur d'Argentine.

SoûkouP, Président du Sénat tchécoslovaque.

ARCICHEWSKI, ministre de Pologne en Lithuanie.

CRÜMBERGER, ministre d'Autriche.

Le Baron VILLANI, ministre de Hongrie.

Erick COLBAN, ministre de Norvège.

SCHUMANS, ministre de Lettonie.

PUSTA, ministre d'Estonie.

OSUSKY, ministre de Tchécoslovaquie.

KAO-LOU, ministre de Chine.

Ph. ROY, ministre du Canada.

GUERRERO, ministre de Salvador.

CASTELLON, ministre de Nicaragua.

Le Baron DE BOGAERDE, ministre de Libérie.



Colonel STOKS, ancien Haut-Commissaire de Grande-Bretagne au Caucase.

Mgr CHAPTAL, évêque auxiliaire de Paris.

Chanoine QUENET, vicaire général de Paris.

*Sénateurs* : L. HUBERT (ancien ministre), Fernand DAVIDE.

*Députés* : PAUL-BONCOUR, P. RENADEL, Ed. SOULIER, G. PERNOT (anc. ministre), R. TUMIRE, Désiré FERRY (anc. ministre).

Jean MARTIN, A. MALCHE, Ed. MILHAUT et G. WERNER, Président et membres du Comité international *Pour la Géorgie*; prof. Georges SCELLE, Edouard CHAPUISAT (Directeur du *Journal de Genève*), ABDON-BOISSON, Secrétaire général du Comité *France-Orient*...

La place nous manque pour énumérer tous les télégrammes de condoléances reçus presque de tous les pays d'Europe : d'hommes et d'organisations politiques.

---

## DU FÉDÉRALISME RATIONALISÉ

---

Les publicistes et les hommes politiques russes ont enfin compris que l'époque de la Russie « une et indivisible » appartient au passé. La restauration de la Russie d'avant guerre est une chose absolument impossible. L'esprit national des divers peuples qu'elle renferme, en éveil bien longtemps avant la guerre, se renforce après la révolution de 1917, et se maintient plus que jamais maintenant. Les diverses nationalités qui peuplent ce vaste pays, à supposer qu'elles veuillent faire partie de la Russie, ne consentiront jamais à être dépouillées de leurs prérogatives et privilèges les plus sacrés. Les Soviets, avec un sens de réalité remarquable, se sont, dès le commencement, rendus compte de l'importance de ce mouvement, et n'ont pas hésité à donner satisfaction au moins partielle à l'esprit particulariste de toutes ces nationalités. Le camp de l'émigration a mis plus de temps pour entrevoir la réalité évidente pour quiconque réfléchit. Mais nous commençons enfin d'apercevoir de vagues allusions par-ci, par-là, au régime de la Russie future et le mot « fédéralisme » est souvent prononcé.

Mais quel est le contenu du « fédéralisme » préconisé par les publicistes russes de l'émigration ? Quel est le système qu'ils voudraient voir se réaliser dans la Russie future ? Question très importante, car le terme de « fédéralisme » a une signification si large qu'on peut y faire rentrer tout ce qu'on veut, jusqu'au régime de dictature soviétique lui-même. Il importe donc de se rendre un compte exact du « fédéralisme » conçu par la pensée russe. Un exemple saisissant de cette dernière nous est fourni par les écrits d'un jurisconsulte russe : M. Mirkine-Guetzewitch. D'abord, dans les articles publiés par la *Revue de droit public et des sciences politiques* (v. l'année 1928), ensuite dans son livre « *Les constitutions de l'Europe Nouvelle* » (1930), le distingué jurisconsulte parle du « fédéralisme rationnalisé », ou plus exactement de la « rationalisation du fédéralisme ». Voici ce qu'il nous dit à ce sujet : « Tant que le fédéralisme est basé sur la politique (traditions dynastiques, etc...), le problème échappe à la rationalisation. Mais dès qu'il reçoit une solution purement juridique et que la constitution ne vise pas à protéger des intérêts politiques ou nationaux, mais à introduire un élément *objectif*



de défense juridique de l'intérêt local et de l'intérêt central, *la politique est remplacée par le droit... Le fédéralisme autrichien est la dernière étape du processus de rationalisation du fédéralisme* » (Les Constitutions, p. 24). Comme exemple, il nous cite le « Reich » allemand de 1919 et l'Autriche de 1922. Nous devons, en conséquence, examiner brièvement la structure juridique de ces deux Etats afin de voir en quoi consiste ce « fédéralisme rationalisé ».

Nous avons montré ailleurs (voir nos articles précédents) que l'Etat fédéral est caractérisé par deux faits : l'autonomie constitutionnelle des collectivités-membres et leur participation à la formation de la volonté fédérale. De ces deux caractères la participation est la plus importante, car elle seule garantit aux membres l'intangibilité de leurs statuts autonomes. Là où les membres collaborent étroitement à la formation des décisions étatiques, ils peuvent être sûrs de n'être pas dépouillés de leurs attributions les plus importantes. Là, au contraire, où la collaboration est plus lâche, les droits des membres sont à la discrétion de l'Etat central. Il ne faut pas perdre de vue cette considération importante.

Voyons maintenant quel est le degré de collaboration des Etats-membres à la formation des décisions étatiques dans l'Allemagne de 1919 et en Autriche. Dans ces deux Etats il y a une Chambre des Etats — le « Reichstat » allemand et le Conseil du Pays et des professions autrichien — composée des représentants des collectivités-membres. Il semble donc que les collectivités-membres participent indirectement à la création de la volonté de l'Etat. En réalité il n'en est rien, notamment pour les raisons suivantes :

D'abord parce qu'elles n'envoient pas un nombre de représentants égal dans cette Chambre. Les Pays allemands et autrichiens élisent les députés à cette Chambre proportionnellement au chiffre de leur population, contrairement à ce qui se passe dans tous les autres Etats fédéraux. Ils ne sont donc plus représentés comme des collectivités individualisées, comme des unités distinctes. Voilà qui affaiblit singulièrement la participation indirecte.

Ensuite, et cela anéantit complètement cette participation, les pouvoirs de la Chambre des Etats dans ces deux pays, sont considérablement réduits, en comparaison avec ceux dont elle jouit dans les autres Etats fédéraux. Elle ne peut plus opposer un veto absolu aux décisions de la Chambre basse; elle n'a qu'un simple droit de veto suspensif (*fin-spruchsrecht*), qui oblige la Chambre basse à une seconde délibération. Sans entrer dans les détails du fonctionnement de ce mécanisme, il faut noter le résultat qui est incontestable : la Chambre basse qui est un organe essentiellement unitaire, peut facilement briser la résistance de la Chambre haute, organe des Etats-membres. Il est donc indéniable que dans ces deux Etats, les collectivités-membres ne prennent indirectement aucune part indirecte à la formation de la volonté fédérale. Du moins prennent-elles une part indirecte ? Collaborent-elles aux révisions constitutionnelles, ce qui est plus important encore puisque toute modification constitutionnelle dans un Etat fédéral aboutit en définitive à l'accroissement ou à la diminution des droits autonomes des membres. Or, il résulte du droit constitutionnel positif de ces deux Etats, que les Etats-membres ne prennent aucune part à la révision de la Constitution fédérale. La révision dépend exclusivement de la puissance centrale. Chose plus importante encore : de même qu'en matière de législation ordinaire, de même



encore en matière de législation constitutionnelle, la Chambre des Etats ne possède qu'un simple droit de veto suspensif.

Par conséquent, dans les deux Constitutions que nous venons d'examiner rapidement, les Etats-membres ne participent ni directement, ni indirectement à la formation des décisions étatiques. Ils ne possèdent donc aucune garantie juridique contre le pouvoir central. Leurs droits autonomes n'existent qu'en vertu du bon plaisir de la puissance centrale, juridiquement bien entendu, car le tableau politique peut être tout différent. Les bornes politiques ne coïncident pas toujours avec les bornes juridiques. Il est certain, en effet, que si la puissance centrale dans ces deux Etats voulait anéantir complètement l'autonomie des Etats-membres, elle se heurterait à une résistance vigoureuse de ces derniers. Il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue juridique les collectivités-membres sont sans défense.

M. Mirkine-Guetzewitch qualifie cet état de choses de « rationalisation du fédéralisme » et se réjouit de son avènement. Nous ne partageons pas cet enthousiasme. On ne saurait trop insister sur cette idée fondamentale que le fédéralisme ne peut être effectif, réel, que tout autant que les collectivités-membres possèdent de fortes garanties juridiques contre l'omnipotence de la puissance centrale. Il faut qu'elles puissent défendre leurs droits les plus importants contre l'invasion presque fatale de l'Etat central. Le meilleur moyen pour cela c'est la participation des collectivités-membres à la formation des décisions de l'Etat central. Là où cette participation n'existe pas il n'y a pas et ne peut y avoir de fédéralisme. C'est ainsi que la « rationalisation du fédéralisme » ressemble étrangement à la déchéance du fédéralisme, à sa disparition. Prenons garde contre de pareilles tendances et rendons-nous clairement compte du danger qui nous menace.

M. KARTWELI.

---

## *Les bolcheviks dans le proche Orient*

---

A l'occasion de l'anniversaire de la révolution bolcheviste les leaders communistes de l'Azerbaïdjan soviétique, MM. Moussabekov, Efendiev, Bouniat Zadé, Apressov ont publié de longs articles dans le journal le *Kommounist* de Bakou.

M. Moussabekov écrit :

« La question des nationalités dans les pays impérialistes prend de jour en jour un caractère de plus en plus grave et le régime bourgeois, évidemment, ne trouvera jamais la solution de ce problème d'actualité. Il est certain que les pays coloniaux sont en pleine révolution; les peuples opprimés ont pris les armes pour lutter contre les impérialistes. Le mot d'ordre de la libération des peuples s'est répandu bien au delà des frontières de la Russie soviétique; il a trouvé un terrain favorable parmi les peuples de l'Orient. Les peuples travailleurs se sont mis à réaliser l'idée de l'auto-détermination des peuples... »

Mais il est des événements qui irritent M. Moussabekov : c'est de voir que la révolution prolétarienne en Azerbaïdjan est en retard de deux ans sur la révolution russe et cela « par la faute du parti Moussavat, grâce à



son activité... » En effet, en 1918, les Azerbaïdjanais ont lutté, les armes à la main, contre les bolcheviks et cette sanglante lutte eut pour résultat de conquérir l'indépendance. En ces temps-là, le Kremlin, en dépit des mots d'ordre élevés de la révolution d'octobre sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », s'efforçait par tous les moyens, propres au régime communiste, de réaliser cette idée. Pour atteindre ce but, il semait la discorde parmi les peuples du Caucase, dressant les Arméniens contre les Géorgiens et contre les Azerbaïdjanais. Les Turks d'Azerbaïdjan se trouvèrent dans une situation telle qu'il ne leur restait autre chose à faire que de prendre les armes pour réaliser leur rêve séculaire : le rétablissement de l'indépendance perdue. La république indépendante azerbaïdjannienne avec la Géorgie indépendante formèrent une barrière contre la vague bolcheviste qui déferlait au Sud vers la Perse et la Turquie.

C'est ce qui explique qu'en 1920 la Transcaucasie fut occupée par les troupes de Lénine et que la porte sur le monde oriental fut ouverte au communisme.

La politique erronée des Grandes Puissances en Asie et dans le Proche Orient en particulier, en ce qui concerne la question turque, eut pour effet de faire couler l'eau dans le moulin bolchevik et permit à ces derniers d'occuper le Caucase et le Turkestan. Lors de l'invasion du Caucase et du Turkestan par l'armée rouge, son mot d'ordre n'a cessé d'être la « libération des peuples orientaux et de la Turquie ». Il est hors de doute que les bolcheviks tirèrent parti de la situation difficile et compliquée que les grandes puissances créèrent elles-mêmes en Asie et dont elles souffrent aujourd'hui par suite du communisme. Et de nos jours encore, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par la lecture des journaux communistes, les bolcheviks ne cessent de mystifier les peuples opprimés du Caucase et du Turkestan par leur politique de libération de l'Asie des griffes des impérialistes occidentaux.

Un certain Apressov décrit dans un article intitulé : *La Révolution d'Octobre et le Proche Orient*, la situation dans le Proche Orient, plus particulièrement en Afghanistan, en Perse et en Turquie, avant la révolution d'octobre :

« La révolution d'octobre, dit-il, grâce à son mot d'ordre élevé a mis en mouvement des millions de travailleurs orientaux opprimés; elle a éclairé leur chemin vers l'indépendance et les a amenés à la lutte contre les impérialistes, étrangleurs de leur liberté. Ce n'est que grâce à la révolution d'octobre que l'ignoble traité anglo-persan a été annulé. Octobre a invité l'Afghanistan à lutter pour son indépendance. L'Octobre glorieux a donné la possibilité à la Nouvelle Turquie de ne pas reconnaître le traité de Sèvres... »

Et l'auteur reproduit des citations des journaux tures *Yeni-Hun* et *Hakimietti Millié*, et il montre que « sans les bolcheviks la Turquie n'aurait pu se libérer ». Il cite également un discours favorable aux bolcheviks et qui fut prononcé à la Grande Assemblée nationale à Angora le jour de la mort de Lénine.

Il est certain que ces citations, surtout aujourd'hui, sont nécessaires aux bolcheviks. Les ressources bolchevistes, à elles seules, ne suffisent pas de nos jours et pour faire accepter l'idée du communisme dans le Proche Orient, en Turquie, en Perse, en Afghanistan, il leur faut ces citations étrangères. Le silence observé dans la presse turque en ce qui concerne la découverte de cellules communistes en Turquie, silence ainsi observé





pour ne pas irriter Moscou, sert on ne peut mieux les visées des bolcheviks. Le plus étrange, c'est que la presse turque ne fait pas mention des déclarations de l'agence *Tass* lorsque ces mêmes déclarations auraient pu être interprétées par la population turque dans un sens défavorable pour les bolcheviks. Dans le même temps on parle « d'observations impartiales », de « recherches scientifiques » sur le bolchevisme, tandis que la police turque découvre une conspiration bolcheviste en Turquie !... Il nous semble que pour lutter contre le bolchevisme, les mesures policières à elles seules sont insuffisantes; il faut d'autres mesures; il faut disons-nous, éclairer et préparer l'opinion publique. Et si la presse turque ne veut pas s'en occuper, qu'elle abandonne dès lors ses « observations impartiales » et ses « recherches scientifiques », attendu que les articles « scientifiques » publiés dans la presse turque ne font que rehausser le prestige des bolcheviks aux yeux du public turc. La déloyale presse moscovite est plus pratique et plus perspicace dans cette occasion; elle fait toujours une différence entre le peuple et le gouvernement turcs.

Dans l'article de M. Apressov, nous lisons que grâce à la révolution d'Octobre, la nouvelle Turquie a eu la possibilité de déchirer et de jeter bas le traité de Sèvres, et dans son désir de le prouver, l'auteur s'en rapporte aux journaux turcs, mais dans le même temps il constate que « nonobstant la libération acquise par les peuples travailleurs du Proche Orient, grâce à la glorieuse révolution d'Octobre, des représentants des féodaux et de la bourgeoisie commerciale se trouvent, hélas, à la tête de leurs gouvernements. Ces pays, conséquemment, ne se sont pas encore libérés. Nous assistons maintenant à la lutte du peuple travailleur contre leurs oppresseurs de classe. Trompés par les représentants de la bourgeoisie nationale, ils ne tarderont certainement pas à se libérer... »

Dans son article sur la Turquie, la Perse et l'Afghanistan, M. Apressov ne se contente pas de faire une différence entre le prolétariat et les gouvernements, mais il en tire des conclusions et il engage le prolétariat à lutter contre ses gouvernements pour l'instauration dans chacun de ces pays d'un régime soviétique; il va même jusqu'à indiquer les voies à suivre pour arriver à la libération totale. L'auteur oublie trop que 80 millions d'allogènes souffrent dans le paradis soviétique; il est plus intéressé au sort des peuples de Turquie et de Perse où cependant existe un régime démocratique qui répond aux aspirations de ces peuples. Les bolcheviks prennent toutes les mesures en leur pouvoir pour discréditer, sinon empêcher toute réforme dans ces pays; dans le même temps, la presse turque chante des odes en l'honneur des « efforts surhumains » tentés par le gouvernement soviétique pour faire aboutir son plan quinquennal. En retour, la presse des Soviets s'apitoie sur les tentatives d'assimilation des malheureuses populations kurdes de Turquie.

Tout près des frontières de la Turquie, le gouvernement soviétique s'occupe de créer un foyer kurde, un alphabet à eux, une presse, une littérature; il s'occupe de créer à leur profit des écoles nationales kurdes avec un enseignement en leur langue. Il serait intéressant de savoir contre qui est dirigé ce travail « bienfaisant » des bolcheviks ?... Est-ce seulement contre la Perse et l'Irak ?

Au moment où la Turquie adopta l'alphabet latin, le journal *Bakinski Rabotchi*, du 1<sup>er</sup> janvier 1929, écrivait textuellement ceci : « Dans la ville prolétarienne de Bakou la révolution a mis en mouvement les éléments turko-tatares de l'ancien empire russe. Ce mouvement révolutionnaire n'a



pas seulement sapé les anciens fondements de l'islamisme en décomposition, mais il a ébranlé le romantique panturquisme. Ce que voyant, le général d'Angora s'est empressé d'adopter la réforme de l'alphabet. Désormais, les tremolo kemalistes figureront en caractères latins, mais ces trilles du turquisme ne sont pas pour plaire au prolétariat attendu qu'on y trouve l'empreinte des mains sanglantes des sultans... »

On ne conçoit pas que la presse turque ait gardé le silence en présence de pareils articles parus dans la presse soviétique. Les bolcheviks, eux, ne se taisent point et ils ne se tairont jamais.

La presse soviétique ne s'arrêtera devant aucun obstacle pour acquérir du prestige et de l'autorité aux yeux du peuple turc et du gouvernement de Turquie; elle dressera le peuple turc contre son gouvernement. Seul, le publiciste Hamdoullah Subhi bey, qui fait autorité en Turquie, se dressa contre la presse soviétique, mais il ne fut pas suivi. Or, tous les journaux communistes paraissant à Constantinople ne cessent de dénigrer la culture turque et de dénigrer ses partisans; ils ne cessent d'attaquer le gouvernement et la république, d'inciter le peuple à se soulever. Que de ressemblance entre les articles parus dans les journaux communistes de Constantinople et ceux publiés dans la presse communiste des Soviets !

Cette ressemblance acquiert encore plus de netteté, grâce aux auteurs inconscients des « recherches impartiales » sur le régime soviétique.

MIRZA-BALA.

---

## POUR LA PAIX

---

Nous approchons de cette fin d'année 1930. Si l'on voulait exprimer les sentiments qui ont dominé l'année qui s'écoule, il serait difficile de trouver quelque chose de plus conforme à la vérité que ces quelques mots : *efforts tendant à assurer la paix, sentiment de dégoût envers la guerre.*

Les gouvernements d'Europe, qui reflètent le mieux par eux-mêmes le sentiment général de leurs pays respectifs, n'ont pas seulement fixé ces tendances pacifistes par le caractère de leur travail intérieur, mais par toute une série de conférences internationales touchant aux questions de paix. En admettant que les résultats de ces conférences soient infimes, que les égoïsmes nationaux et les rivalités qui s'affrontent soient par trop surestimés, que la question du désarmement ne soit encore qu'un rêve, il n'en est pas moins vrai qu'à l'intérieur, les forces qui les poussent sont à ce point réelles et puissantes que le succès ne semble pas aujourd'hui impossible à atteindre. La démocratie de tous les pays veut la paix, la paix à tout prix.

Le cliquetis des armes que d'aucuns font entendre n'est plus un sujet de crainte pour personne; ce bruissement n'est plus que le moyen ultime d'un petit nombre d'intrigants pour qui la guerre apporterait profit et gloire et, ce qui est mieux, un éphémère pouvoir.

Les horreurs de la dernière guerre sont à ce point restées gravées dans la mémoire des hommes que, de nos jours encore, l'on ne peut y songer sans éprouver un sentiment de dégoût et de crainte. Et c'est ce qui explique le bruit fait autour de l'œuvre remarquable de Erich-Maria Remarque, qui exprime si bien le dégoût universel envers la guerre.



Le fait de provoquer une guerre semble, de nos jours, si difficile que M. Kellogg, auquel le prix Nobel de la Paix vient d'être décerné, a pu déclarer que la paix serait désormais éternelle, ne voyant dans l'agitation de certains groupes que des manœuvres exclusivement économiques.

La crise économique passera et, après elle, renaîtra la tranquillité dans le monde, alors peut-être la réalisation pratique de l'idée d'une Fédération européenne prendra plus de consistance.

Cependant, il est un pays qui, dans ce concert de peuples, jette une dissonance, c'est l'Union soviétique. Or, les peuples qui l'habitent, plus que partout ailleurs ont besoin de paix, de cette paix que, jusqu'à présent, ils ignorent. L'Europe pacifiée, fiévreusement occupée à cicatriser les plaies laissées par la guerre, ne pouvait se représenter, ne peut s'expliquer que dans le voisinage vivent des peuples qui continuent à subir toutes les horreurs de la guerre, le cauchemar d'une guerre qui ne fait que se développer d'un jour à l'autre : supplices, exécutions, fusillades, exil, travail forcé, sans parler des violences faites à l'individu, à la collectivité, tels sont les moyens employés par le pouvoir soviétique, pouvoir qui s'est imposé sur la sixième partie du globe.

C'est sur ces vastes espaces que, de nos jours, une poignée de satrapes poursuit une guerre implacable et cruelle contre une population désarmée. C'est par des moyens iniques, barbares, sans précédents dans l'histoire, que ce pouvoir fait la guerre à des gens affamés, affaiblis par de longues privations et des maladies. Le vainqueur a jeté bas le masque et, sûr de l'impunité, en présence d'une Europe silencieuse et indifférente, poursuit sans l'ombre d'une crainte le massacre des femmes et des enfants. Leurs plaintes et leurs cris, en dépit de la muraille chinoise soviétique, semblent avoir été cependant entendus de l'Europe et nous voulons espérer que le désir de paix que manifeste le monde entier trouvera un moyen pour mettre fin à la guerre inhumaine qui sévit à l'Est de l'Europe. Les voies et les moyens ne manquent pas à l'Europe pour instaurer une ère de paix dans ces contrées. L'urgente nécessité d'agir se fait sentir bien au delà des pays d'Europe. Celle-ci commence à comprendre que les occupants rouges, ayant éprouvé leurs méthodes pour se maintenir au pouvoir, sont arrivés à un stade où il ne leur reste qu'à faire une diversion à l'extérieur.

Douze années ont suffi à l'Europe pour voir le véritable visage de ceux qui se disent les « constructeurs du socialisme mondial ». C'est peut-être au nom de ce socialisme, plus encore du fait que l'Europe s'est trouvée occupée à panser les blessures laissées par la guerre, que personne n'a protesté contre l'occupation du Caucase. Le fait d'avoir sous-estimé les suites de cette occupation ne sont pas sans se faire sentir de nos jours sur la situation générale de l'Europe.

Il ne saurait être question de paix et de tranquillité tant qu'à l'Est de l'Europe, le volcan soviétique, toujours en pleine activité, sera une perpétuelle menace pour la civilisation mondiale. Des mesures urgentes s'imposent si l'on ne veut revoir les horreurs d'une nouvelle guerre que l'Europe sera obligée de subir.

La démocratie dans les limites de la Russie proprement dite, la démocratie dans un Caucase libre, dans une Ukraine indépendante et au Turkestan, tels sont les anneaux de cette paix tant désirée, de cette paix sur terre que le monde entier appelle de ses vœux.



## *Gâchis économique en Ukraine*

Les nouvelles qui nous arrivent de l'Ukraine témoignent de l'effroyable désorganisation qui règne dans le domaine économique. Ce processus de désorganisation s'étend sur tout le pays entraînant après lui le chaos et la ruine.

L'on n'a pas oublié que, lors du XVI<sup>e</sup> Congrès du parti communiste, des discours solennels furent prononcés sur les énormes succès et les résultats extraordinaires atteints dans l'exécution du plan quinquennal de développement économique du pays. Quelques mois ne s'étaient point écoulés que dans la presse soviétique des informations de plus en plus fréquentes commencèrent à paraître annonçant que ce plan était loin d'être exécuté. Ces derniers temps même ces nouvelles prirent un caractère catastrophique. Nous avons là, devant nous, toute une série de faits accusant une situation économique extrêmement pénible, menaçante même, pour l'U.R.S.S. dans son entier. L'Ukraine tout particulièrement, l'une des plus riches républiques de l'Union, aussi bien en ce qui concerne les produits agricoles que métallurgiques et que dans la production du charbon est le plus immédiatement menacée.

Il ne faudrait pas cependant croire que les faits cités ici et qui témoignent du délabrement économique dans lequel l'Ukraine se trouve aujourd'hui plongée ne présentent rien de nouveau en dehors de ce qui a déjà été dit; ce serait une grave erreur que de mésestimer cette situation. Il est hors de doute que les bolcheviks ont pratiqué une politique économique qui a conduit le pays à la désorganisation et au chaos, mais de nos jours cette situation mérite une attention toute spéciale. Le domaine de l'économie agricole dans la république soviétique d'Ukraine se divise en deux secteurs : l'un d'eux, le secteur étatique dont font partie les entreprises qui se trouvent sous la direction immédiate de l'Etat, et le secteur individuel qui était jusqu'à présent constitué par des exploitations paysannes individuelles. Une désorganisation évidente et un manque de savoir faire ont toujours été observés dans le secteur étatique qui a servi de champ d'expérience pour les bolcheviks en voie de ruiner le pays. Parallèlement existait le secteur individuel qui a tenu jusqu'à ces derniers temps. C'est ce dernier qui fournissait aux bolcheviks les moyens pour exister et pour réaliser leurs expériences dans le secteur étatique; c'est lui qui couvrait le déficit de l'économie agricole des bolcheviks. Plus les affaires marchaient mal sur le front Etatique et plus les bolcheviks faisaient pression sur les ressources financières du secteur individuel, sur le secteur des exploitations paysannes individuelles en particulier. Il en était ainsi du moins jusqu'à ces derniers temps. De nos jours, grâce à une politique de collectivisation dans les campagnes, le secteur étatique occupe dans l'économie de l'Ukraine beaucoup plus de place que le secteur individuel, que les bolcheviks ont détruit, grâce à leur entêtement. Et maintenant les bolcheviks ne sont plus en état de combler le déficit causé par les expériences tentées dans le secteur étatique en mobilisant les ressources du secteur individuel. Ce dernier étant à son tour réduit au strict minimum. C'est pourquoi, les faits confirmant l'effondrement actuel de la vie économique du pays prennent un aspect menaçant pour les bolcheviks. Cette constatation



implique la nécessité pour nous de suivre avec attention le développement de la crise économique des bolcheviks en Ukraine.

Le fait est que le bassin du Donetz avec ses riches gisements de houille doit, conformément au plan quinquennal, jouer un rôle de premier plan dans le développement de l'industrie de l'U.R.S.S. Or, les chiffres démontrent, que l'extraction du charbon dans le bassin du Donetz s'opère d'une manière intermittente. Au cours du premier trimestre de l'année économique 1929-1930 le dit bassin houiller a donné un déficit assez important; le rendement assez imprécis s'est maintenu ainsi quelque temps, mais en général l'on peut dire qu'au cours des neuf premiers mois de l'année économique 1929-1930, le déficit en charbon par rapport au plan déjà fixé s'est exprimé par 735.000 tonnes. A partir du mois de juillet la situation a brusquement empiré : au cours du mois de juillet le plan d'extraction en effet n'a été réalisé que dans les proportions de 78,8 % ce qui accuse un déficit pour ce seul mois, de 750.000 tonnes, chiffre plus élevé même que celui du déficit constaté au cours des précédents neuf mois. En dépit de toutes les mesures prises par le gouvernement soviétique l'extraction du charbon, au cours du mois d'août n'a cessé de baisser pour tomber à 53,2 % du plan quinquennal envisagé. Le déficit pour ces onze mois s'est donc exprimé par le chiffre de 2.500.000 tonnes. Les deux premières décades enfin du douzième mois du plan économique n'ont donné que 42,5 %. Ainsi, à la fin de la deuxième année du plan quinquennal, les bolcheviks ne peuvent que constater l'échec le plus complet dudit plan dans cet important domaine de la vie économique en Ukraine. Hâtons-nous d'ajouter que ce piteux résultat n'a pu être évité, en dépit des efforts déployés au cours des ces derniers mois par les institutions soviétiques et autres organisations d'Etat.

Comment expliquer cette baisse si rapide de l'extraction du charbon dans le bassin du Donetz. La cause initiale est le manque de main-d'œuvre, son « écoulement » pour nous servir d'une expression usitée dans la presse soviétique. Les ouvriers s'enfuient du bassin du Donetz malgré toutes les mesures prises par l'administration pour empêcher cette fuite. Les ouvriers s'en vont du fait, simplement, des conditions particulièrement pénibles qui leur sont faites et surtout en raison de l'état de plus en plus lamentable du ravitaillement. L'on peut difficilement, même sur présentation de carte, obtenir des produits alimentaires et quant à les acheter au marché libre, leur prix est à ce point élevé que le salaire des ouvriers est absolument insuffisant pour en acheter. Quoi d'étonnant si les ouvriers abandonnent le travail et se dispersent ?

Pour combler les vides qui se produisent dans les cadres ouvriers, le pouvoir soviétique décrète la mobilisation tantôt des jeunesses communistes, tantôt des ouvriers agricoles ou des paysans des exploitations collectives. Mais la situation du bassin du Donetz n'en est pas meilleure pour cela. Les ouvriers ainsi mobilisés abandonnent bien vite le travail en raison de la pénurie du ravitaillement ou du manque d'organisation. A ce sujet il n'est pas sans intérêt de signaler le cas suivant : un train d'ouvriers mobilisés arrive à une bifurcation après toute une journée de voyage. Affamés, ils demandent où se trouve le ravitaillement promis, et comme rien n'a été préparé pour les recevoir, il leur est donné de nouvelles promesses pour le lendemain à une autre gare. Le train reprend sa marche emmenant les mobilisés qui, de guerre lasse, renoncent à poursuivre leur route et se dispersent à qui mieux mieux.



C'est en vain que le pouvoir soviétique espère sauver la situation en recourant à la mobilisation des ouvriers qui n'est qu'un camouflage du travail forcé. Ces méthodes n'empêcheront pas l'effondrement progressif et inévitable de l'économie nationale soviétique.

Il a été donné ici en exemple, la désorganisation de l'industrie du charbon dans le bassin du Donetz, mais des exemples non moins concluants pourraient être donnés dans d'autres domaines de l'industrie soviétique en Ukraine. La métallurgie ukrainienne d'une importance tout aussi considérable pour toute l'Union soviétique se trouve dans un état désastreux. Le plan quinquennal dans ce domaine ne se réalise qu'avec des retards considérables; au mois d'août, par exemple, le plan de préparation de la fonte et de l'acier n'était encore réalisé que dans les proportions de 80 % et celui de la fabrication des machines dans les proportions de 77 %. Ce déficit dans la production fait sentir ses effets dans nombre de domaines. La production du sucre autrefois si florissante en Ukraine est en pleine décroissance; les usines sont fermées faute de toute organisation.

Quant aux transports, la situation est non moins grave. Les chemins de fer ne sont pas en état de satisfaire les besoins des transports; ils ne suffisent pas au transport du charbon qui cependant est extrait en quantité insuffisante, pas plus qu'au transport des céréales achetées aux paysans à des cours forcés et le blé, le plus souvent, s'entasse dans les gares où il pourrit sur place.

En ce qui concerne l'économie rurale et les suites funestes de la collectivisation des exploitations agricoles l'on ne saurait guère rien ajouter de plus à ce qui a été déjà dit. Il suffit de signaler que lorsque les agents soviétiques chargés d'effectuer la campagne des achats de céréales à des prix parfois dix fois plus bas que sur les marchés, arrivèrent dans les villages ils constatèrent par eux-mêmes les effets de leur politique de collectivisation : les exploitations agricoles privées durent en partie sous la pression des autorités, fusionner avec les exploitations collectives, celles qui se maintinrent furent à ce point désorganisées qu'elles ne purent rien donner, les paysans ayant été du reste envoyés de force dans les collectives. La production de ces collectives est assez réduite en raison même de l'absence de tout intérêt individuel.

D'autre part, le manque de bétail a porté un énorme préjudice aux exploitations agricoles aussi bien collectives que privées. Cette pénurie de bétail est le résultat de la collectivisation forcée qui amena les paysans à se défaire des bêtes plutôt que de les donner aux collectives. Le bétail fut ainsi anéanti, mangé ou vendu en hâte à vil prix. La réquisition des céréales se heurta à l'opposition énergique des paysans qui s'empressèrent de cacher la récolte ou tout au moins une partie dans des silos souterrains. Il arriva bien souvent que ces silos ayant été découverts par les agents soviétiques, les paysans étaient arrêtés et fusillés. Les paysans de leur côté attaquaient les agents soviétiques et les exterminaient à l'occasion. Les céréales ainsi récupérées étaient insuffisantes, au mois d'août par exemple, on ne put rassembler en Ukraine que les 74 % de la quantité prévue. Si l'on considère que sur cette quantité déjà insuffisante, le gouvernement soviétique en prélève une partie pour les besoins de l'exportation à l'étranger, l'on comprendra pourquoi la population de l'Ukraine souffre de la famine et pourquoi les magasins de l'Etat sont assiégés par d'interminables files de gens attendant la ration.

L'année prochaine ne s'annonce pas favorable à la récolte; malgré



les efforts du pouvoir soviétique pour réaliser la campagne des ensemencements, on n'a obtenu que 64 % du plan envisagé. Cela s'explique du fait que les paysans se refusent à semer plus que le strict nécessaire dans leur exploitation privée par crainte de se voir dépouiller du fruit de leur travail et aussi, par suite du manque du grain qui leur avait été promis et qu'ils n'ont pas reçu pour semer.

L'on peut ainsi observer, que dans tous les principaux domaines de la vie économique en Ukraine aussi bien qu'en Union soviétique, se produit une désorganisation manifeste laquelle prend des proportions catastrophiques. Les affirmations les plus rassurantes des bolcheviks au XVI<sup>e</sup> Congrès du parti en ce qui concerne les succès constatés dans le domaine économique ne sont en réalité que des déclarations vides de sens, et l'on peut dire sans crainte d'être démenti que, cette année, la politique économique des bolcheviks mène le pays à la désorganisation la plus complète.

N. V.

---

## AU TURKESTAN

---

Il a été déjà parlé dans les colonnes de *Prométhée*, N<sup>o</sup> 38, de la lutte qui se livre au Turkestan sur la question du coton. Nous ignorions à l'époque les résultats de la résistance opposée par la population à la « dictature cotonnière » des bolcheviks dans l'économie rurale du Turkestan. Actuellement, la lutte autour du coton sert de pivot à la politique soviétique. Les bolcheviks craignent une répétition de l'insuccès de l'an dernier dans la récolte du coton. Les données fournies par les journaux soviétiques permettent de prévoir que le programme envisagé en ce qui concerne le coton ne sera pas exécuté encore cette année.

La question du coton étant le point central autour duquel évolue toute la politique économique des Soviets au Turkestan et cette question étant l'un des pivots du plan quinquennal soviétique du développement de l'industrie de l'U.R.S.S., il nous a paru intéressant de nous y arrêter plus longuement.

Au cours de l'année dernière les terres plantées en coton couvraient une superficie de 910.000 hectares. Le gouvernement soviétique espérait retirer 980.824 tonnes de coton de cette surface bien supérieure à celle d'avant-guerre. Des contrats avaient été conclus avec les planteurs sur cette quantité de coton et des avances en argent avaient été faites. Mais le résultat fut tout autre que celui qu'on avait espéré.

Il apparut tout d'abord que la surface envisagée et portée sur le plan ne fut pas dans son entier consacrée au coton. La superficie effective réservée au coton fut de 17,24 % inférieure à celle qui avait été envisagée. Par corrélation la récolte fut inférieure au plan déjà fixé : au lieu des 980.824 tonnes qu'on attendait il n'en fut récolté que 765.659; d'où un déficit de 22 %. C'est dire que les déportations, les exécutions de ceux qui étaient accusés de « sabotage » ne donnèrent point de résultat palpable. Il en est de même des récompenses promises aux planteurs de coton ordonnés, c'est-à-dire à ceux qui ayant souscrit à l'ensemencement d'une certaine superficie, livrent la récolte souscrite dans son entier.



Si l'on examine les journaux soviétiques et si l'on fait un rapprochement entre les chiffres et les explications fournies par les spécialistes soviétiques, on peut conclure que l'échec de la campagne du coton est plutôt imputable au sabotage pratiqué par la population pauvre, c'est-à-dire à cette partie de la population qui a été la plus favorisée par l'Etat soviétique. Les journaux soviétiques ne pouvaient cacher que dans nombre de localités, les paysans pauvres rendaient aux autorités les avances qui leur avaient été faites.

Ce que l'on appelle des « koulaks » constitue dans les régions les plus riches en coton au Turkestan, en Uzbekistan en particulier, une si insignifiante partie de la population des campagnes (2,9 %) que leur participation dans les affaires de sabotage ne peut en aucune façon influencer les résultats de la rentrée de la récolte. Il suffit pour s'en assurer de savoir que la possession individuelle de ces 2,9 % de cultivateurs ne dépasse pas 7 hectares (cf. le journal *Revolutsionny Vostok*, N° 3). Sept hectares de terre irrigable constituent précisément, selon Akmal Ikram Oghli, secrétaire responsable du parti communiste d'Uzbekistan, la quantité de terre indispensable pour la marche normale d'une exploitation agricole (cf. sa brochure en ouzbek parue sous le titre *Ir Islakhatt*, c'est-à-dire : *Réforme agraire*.)

D'après les données fournies par les statistiques soviétiques le tableau de la propriété privée dans les proportions fixées après la « révolution agraire » opérée par les bolcheviks en Uzbekistan, autrement dit, dans la région la plus riche au point de vue commercial, est le suivant :

Cultivateurs ayant jusqu'à 1 hectare de terre .....	49.08 %
Cultivateurs ayant de 1 à 3 hectares de terre .....	33.03 %
Cultivateurs ayant de 3 à 7 hectares de terre .....	10.60 %
Cultivateurs ayant plus de 7 hectares de terre .....	2,9 %
Cultivateurs dépourvus de terre .....	3,4 %

Le présent tableau trouve son explication dans un article de M. M. Nikolski, spécialiste soviétique autorisé, paru dans le journal *Narodnoïe Khoziaïstvo Srednei Azii*, N° 2-3-1929.

Après avoir démontré que les exploitations possédant de 1 à 3 hectares de terre dont le nombre atteint 80 %, ne peuvent exister normalement, M. Nikolski écrit : « Une exploitation de 3 hectares ne peut entretenir des bêtes de labour, à moins que pour y subvenir on recoure à la vente à des prix élevés des produits agricoles ou, ce qui est plus probable, en se privant de nourriture, des vêtements indispensables et autres. »

Ainsi tout ce qu'on est convenu d'appeler exploitation « non-koulak » d'Uzbekistan, la plus riche, surtout dans la région cotonnière du Turkestan, est mise dans la nécessité d'exister uniquement grâce aux crédits de l'Etat. L'Etat leur accorde des avances, mais à la seule condition que toutes ces petites exploitations entrent dans les exploitations collectives (kolkhoz) et que toute la terre ou tout au moins les trois-quarts soient ensemencés de coton. Et ces braves gens sont obligés, sous peine de mourir de faim, d'entrer dans les kolkhoz et de promettre de se consacrer à la seule culture du coton. Dès lors, ils reçoivent des crédits en attendant la livraison des produits alimentaires promis par le gouvernement soviétique, tels que le blé, deux ou trois fois meilleur marché que le coton, le sucre, le thé, l'huile, etc.

Cependant, l'expérience a démontré que les bolcheviks ne tiennent



point leur parole. Le blé de Russie n'arrive pas régulièrement, et ce qui est livré est le plus souvent d'une si mauvaise qualité qu'il ne peut servir à l'alimentation, pour dire le mot, il est simplement pourri. L'huile manque, le thé, le sucre, manquent aussi. Impossible de se procurer des étoffes. Les coopératives soviétiques dépourvues de produits de première nécessité proposent... de l'eau de cologne, de la pommade ou de la poudre de riz au lieu de savon, de thé, de sucre, etc. Au lieu d'un sac dont il a un pressant besoin, le paysan ouzbek doit se contenter de l'offre d'une brosse à habits dont il n'a que faire. Et le paysan ouzbek est obligé de se chercher les produits dont il a besoin chez des commerçants privés. Or, le commerce privé est défendu, et ceux qui ont eu le bonheur d'obtenir une autorisation sont tenus de payer des droits exorbitants. L'on comprend dès lors que les prix chez un pareil commerçant soient de beaucoup supérieurs à ceux qui ont été fixés pour la même marchandise dans les coopératives soviétiques où, du reste, l'on ne peut rien trouver. Et le paysan cotonnier reçoit, pour un poud de coton, ou pour mieux dire, pour la somme reçue sur un poud de coton, non pas deux pouds et demi ou trois pouds de blé sur le marché libre, mais au contraire, pour un poud de blé il doit fournir deux pouds et demi de coton.

Cette étrange anomalie, en laissant de côté tout caractère politique, engendre une situation telle que le paysan cotonnier du Turkestan ayant reçu des avances « sabote » la politique cotonnière soviétique.

Il est un document officiel qui met bien en évidence jusqu'à quel point la lutte contre le coton au Turkestan s'est développée : c'est l'ordonnance du Comité central exécutif du Conseil des commissaires d'Uzbekistan du 20 novembre dernier, N° 207, laquelle déclare que tout acte de destruction, partielle ou entière, de récolte du coton (actes qui se manifestent en fauchant le coton sur pied ou en le faisant piétiner par les bêtes) par les éléments koulaks ou autres..... L'on sait ce que cachent ces mots « ou autres éléments de la population du village !... »

C'est cette classe pauvre de la population que les bolcheviks obligent d'entrer dans les « kolkhoz », ces paysans qu'on oblige à semer du coton et auxquels on promet des « montagnes d'or » et le paradis soviétique, que l'on propose de l'eau de cologne au lieu de thé, de la poudre de riz, de la pommade au lieu d'un peu de toile pour faire des chemises à leurs enfants à demi-nus.

Sans vouloir amoindrir les bases politiques qui dressent la population contre la politique cotonnière soviétique au Turkestan, nous dirons que n'était cette étrange anomalie et à supposer que les bolcheviks puissent fournir intégralement sur un pied d'équivalence le blé pour le coton, il serait difficile de faire du « sabotage ». Disons mieux : le sabotage deviendrait impossible...

L'application de l'ordonnance en question par voie expéditive télégraphique, montre jusqu'à quel point la situation sur le front du coton est catastrophique et combien elle exige de la part des autorités locales et des organes du parti des mesures immédiates pour empêcher que le coton soit fauché sur pied et que le piétinement des champs de coton par les bêtes soit évité. Contre les auteurs de pareils « sabotages » le code criminel prévoit la peine de mort.

Mais au point de vue pratique, ces mesures changeront-elles la situation ? Nous en doutons. Tant de personnes ont été fusillées au Turkestan à cause de cette politique du coton que leur nombre est difficile à évaluer,



ce qui n'empêche que les habitants du Turkestan continuent à faucher le coton et à ruiner les ensemencements.

La cause principale a été signalée ci-dessus : c'est le déséquilibre provoqué sur les prix du marché entre le blé et le coton ; c'est la livraison de pommade et de poudre au lieu de sucre et de thé.

Mais il est encore une autre cause dont la presse soviétique se garde bien de parler : c'est le ton alarmiste du gouvernement soviétique ; c'est le cri incessant du danger de guerre, de l'approche de la guerre.

Tout habitant du Turkestan, que ce soit un citoyen cultivé ou un paysan illettré, comprend parfaitement que la guerre, ce n'est pas seulement une menace de famine, mais une véritable mort causée par la famine dans le pays. La guerre pour le Turkestan, c'est la désorganisation des transports et, par suite, sinon le manque complet de blé au Turkestan, du moins une forte diminution des expéditions.

La presse européenne, les cercles parlementaires ne cessent de parler de la réduction des armements, partout on cherche le moyen d'éviter la guerre. Dans le même temps, en Russie soviétique, on organise « une semaine de guerre » ; dans les coins les plus éloignés de ce vaste pays on répète à grands cris que la guerre approche ; on organise des manifestations au cours desquelles se jouent de honteuses farces ayant pour sujet la découverte par le Guépéou d'un prétendu plan de préparation de guerre contre l'Union soviétique par les impérialistes. Quoi d'étonnant si les Turkestaniens les plus dangereusement exposés à une menace de guerre et qui, ne possédant point leur propre blé sont liés par les bolcheviks au blé russe, essaient de réagir par leurs propres moyens ? Quoi d'étonnant s'ils prennent certaines mesures de précaution, s'ils fauchent et détruisent les plantations de coton pour ensemençer au lieu et place le blé dont ils ont tant besoin. Peut-il en être autrement ? Non, évidemment, il ne saurait en être autrement.

M. T.

---

## TROUBLES AU CAUCASE

---

Toute révolution a sa Vendée. La Vendée de la révolution russe était la région du Don et le Caucase du Nord. D'abord la région du Don. C'est là que résidaient jadis, privilégiés au point de vue politique et économique, les Cosaques du Don, les Cosaques du Kuban et de Terek, et ils y jouissaient de tous les droits. Toutes les autres populations étaient considérées comme étant des « étrangers ». Abondamment pourvus de terrains, bénéficiant d'appuis financiers, très attachés à leur religion, ces Cosaques avaient naturellement en haine la révolution bolchéviste. *Tout d'abord, ils saluèrent la chute du tsarisme.* Car la première révolution, l'époque de Kerenski, leur laissa leurs privilèges et, au surplus, leur donna l'autonomie et l'adoucissement de la discipline militaire à laquelle ils étaient assujettis à vie. *Néanmoins, les bolchévistes étaient des ennemis,* car ils entendaient donner aux paysans, aux moujiks habitant parmi les Cosaques, *les mêmes droits aux terres.* Ainsi les régions habitées par les Cosaques étaient les châteaux forts de la contre-révolution russe. Aujourd'hui encore, le gouvernement soviétique doit lutter contre cette force, aux



fins d'incorporer entièrement dans la vie soviétique le territoire fertile, le grenier à blé de la Russie.

Tout près du territoire du Don des Stanitzas, villages des Cosaques de Terek et de Kuban, habitent les peuples montagnards du Caucase, des douzaines de tribus et de races qui, en somme, n'ont de commun que la religion de l'Islam. Après cinquante ans de luttes, la Russie les avait assujettis. Tenus en échec par les Cosaques, refoulés au point de vue économique et politique — pour autant qu'ils n'émigrèrent pas en Turquie — ils étaient néanmoins libres dans leur vie intérieure. Chez eux également, la première révolution russe éveilla l'espoir d'une existence autonome comme nation et comme Etat, l'espoir d'une vie religieuse libre, sans contrainte. Cependant, si le bolchévisme donne à tous ces peuples des possibilités de culture nationale, s'il les appuie dans le domaine économique, il leur prend, par contre, quelque chose qu'ils chérissent presque tout autant : la religion, et, avec elle, les piliers islamiques de leur culture. Ce territoire devient ainsi à son tour une des régions périlleuses de la carte politique de l'Union soviétique. On a réuni en une unité administrative le Caucase du Nord, les steppes et contre-forts du Caucase et de la région du Don. Seul le district mahométan fermé du Daghestan fut déclaré république autonome. Aux contre-forts du Caucase, des districts autonomes nationaux furent créés pour les différents peuples. La région du Caucase septentrional compte sept unités autonomes, la plupart d'entre elles sans aucune ville, avec une capitale commune pour deux unités. Toutefois, comme ces capitales, telles que Grosny, sont russes, ou bien comme Wladikawkas sont habitées par vingt-six nations différentes, elles constituent en elles-mêmes des entités autonomes.

Il n'est pas facile de mettre tout le monde d'accord. Pour gagner ces tribus montagnardes, le gouvernement soviétique les autorisa à descendre de la montagne et à chasser les Cosaques des villages que les Russes avaient pris aux Tchetchenes et aux Ingouches, il y a cinquante à soixante ans. Aujourd'hui encore, ce territoire n'est pas pacifié, aujourd'hui encore il réagit vigoureusement à toute fluctuation politique. Il va sans dire que les Cosaques sont matés, ils n'ont plus de pouvoir; eux qui, naguère, étaient une minorité privilégiée de la population, sont maintenant perdus dans la masse. *Le territoire du Caucase septentrional est une des régions économiques les plus importantes de la Russie* et, en tout cas, une des plus fertiles. Toutefois, comme la propriété individuelle a toujours prédominé et que l'on a affaire à de nombreuses tribus ayant chacune sa mentalité propre, il est particulièrement difficile de le gouverner. Le territoire du Don proprement dit se tient coi. Il a dû verser beaucoup trop de sang pendant la guerre civile pour s'agiter encore. D'autant plus compliqué est l'état de choses dans le véritable Caucase septentrional. On y ressent encore des aspirations nationales, de la persévérance économique, de l'opposition religieuse.

Dans les préalpes du Caucase se trouve le groupe des *stations thermales célèbres de la Russie* : Kislowodsk, Ihelesnowodsk, Essentuki et Pjatigorsk qui, pour l'Europe orientale, jouent à peu près le même rôle que les bains de Bohême pour l'Europe centrale. Là, il y a une activité de construction assez intense. On érige des sanatoria populaires, les dernières conquêtes de la médecine y sont appliquées. Partout de grands établissements de bains ont été construits; à côté de ceux-ci, les anciens bâtiments, autrefois si célèbres en Russie, font piètre figure. Les ouvriers



et employés traversent lentement les rues, un gobelet à la main et l'essuie-main sur l'épaule, en pantalons blancs et, sur la tête, le bonnet brodé en couleurs du Turkestan. Kislowodsk fait une impression presque élégante. Tout ce qui, en Russie, tient encore à l'élégance, tout ce qui peut encore bien se vêtir, les sommités du théâtre russe, de la presse, ce qui reste en fait de médecins et d'avocats bien payés, se rendent en été à Kislowodsk, station balnéaire bien organisée et soigneusement entretenue, où les vitrines des magasins, d'une richesse inespérée, réjouissent le cœur du Moscovite. Ici on peut encore commander d'excellentes chaussures pour dames, faites sur mesure, à 200 roubles la paire; dans les confiseries, on est presque submergé par l'abondance des pâtisseries appétissantes; là-bas, près du rocher « La Cabale et l'Amour », on trouve encore le restaurant avec les musiciens aveugles et là, en buvant et chantant, la joie de vivre trouve son dernier refuge dans la Russie puritaine. Le vin coule à flots; les musiciens aveugles du Caucase sont assis dans la tonnelle, chaque passant est convié à participer aux libations, jusqu'à ce que toute la bande, excitée et mise en gaité, commence à bondir et à exécuter les danses sauvages du Caucase. C'est là un dernier reste de la joie de vivre.

Cependant, à quelques heures de chemin de fer des grands établissements modernes des stations balnéaires, des sanatoria gardés militairement et destinés aux autorités gouvernementales, de la fourmillière de Kislowodsk, et déjà à la station de correspondance de Beslau, on se rend compte de la vie véritable du Caucase. On y voit flâner par douzaines des gens à figure sombre, maussade, découragée, renfrognée. Ici la révolte a sévi, la terreur y oppresse encore les hommes. Les arrestations continuent. Sans cesser, on appréhende, dans les villages, des hommes qui avaient participé à l'émeute et qui, croyaient-ils, avaient réussi à rentrer inaperçus dans leur village de montagne. Les Ossètes qui habitent par là sont une peuplade montagnarde tenace. Or, maintenant s'accroît la nécessité d'une orientation différente au point de vue économique.

Voici Wladikawkas, l'ancienne forteresse, dont les fortifications ont été rasées il y a longtemps déjà, et le temps a transformé cette colonie russe en une vraie tour de Babel au point de vue des nationalités qui s'y trouvent. Chaque faubourg est habité par une autre nation. Lors de la guerre civile les divers faubourgs combattaient les uns contre les autres, suivant leur nationalité, leur religion et leur bien-être. Deux gouvernements sont établis dans cette ville, car Wladikawkas est la capitale de deux républiques, du district autonome des Ossètes et du territoire autonome des Iougouches. En outre, la ville possède son administration propre. Elle est en quelque sorte une ville libre de l'Empire. *Dans cette ville de 100.000 âmes, il n'y a pas seulement trois gouvernements, mais encore trois commissaires militaires, trois présidents de police, trois offices économiques. Une seule chose est commune à tous et les domine tous : la police politique de l'Etat.*

Au printemps, il y avait dans ces parages un train infernal. Ossètes et Iougouches descendaient de leurs montagnes, ils avançaient bien souvent sur leurs chevaux vifs jusqu'au centre de la ville et pourchassaient bétail et chevaux. Tout autour de la ville, c'était la guérilla. Aujourd'hui, les fiacres redoutent d'aller après le coucher du soleil dans les communes suburbaines. *La politique des nationalités est là un chapitre particulièrement difficile et embrouillé.*

En somme, l'administration soviétique a partout double garniture. A



l'extérieur, les offices gouvernementaux marchent de pair avec eux, c'est l'organisation du parti qui dirige le gouvernement. Dans ces républiques nationales, l'exécutif centrale, le président officiel de l'Etat et les commissaires du peuple sont toujours des gens du pays. Toutefois, le véritable maître tout-puissant du pays, le secrétaire du parti de la contrée est Russe. Il y a deux nouveaux tombeaux de héros au centre de la promenade du parc. En avril, les hauts fonctionnaires reçurent l'ordre de se rendre dans les villages pour y mener à chef la collectivisation. En bonne harmonie, le président de l'Etat d'Ossétie, un Ossète, le secrétaire du parti de la région, un Ukrainien russifié, M. Tchernoglas, puis un troisième communiste russe prirent une auto pour se rendre dans les montagnes. A quelques kilomètres de la voiture à peine, des Ossètes attaquèrent la voiture à l'improviste, les deux communistes russes furent assassinés, le président de l'Etat de l'Ossétie resta sauf. Les assassinés furent ensevelis avec grande solennité au parc municipal. Le Guépéou condamna à mort le président d'Etat qui avaient survécu, parce que selon la coutume traditionnelle, ses compatriotes appartenant à sa tribu, l'avaient épargné. On prétendit qu'il avait partie liée avec les conjurés de sa tribu.

Ce n'est là qu'un épisode dans la lutte sempiternelle qui sévit dans ces parages. De fait, les problèmes sont enchevêtrés et compliqués, mais ils ne sont pas seulement embrouillés, mais presque insolubles.

Nicolas BASSECHES,  
*Ingénieur.*

---

## CHRONIQUE

---

### AZERBAIDJAN

Le bureau de presse géorgien de Genève annonce que les insurgés azerbaïdjanais ont présenté au Gouvernement soviétique de Transcaucasie à Tiflis les revendications suivantes : une amnistie générale, la liberté politique et l'abandon de la collectivisation. Les négociations commencèrent aussitôt après la défaite essuyée par l'armée rouge alors qu'elle encerclait 5.000 insurgés dans les districts de Zakatal et de Lenkoran et qu'elle leur livrait bataille à l'aide de l'artillerie et des gaz asphixiants. Les insurgés parvinrent néanmoins à briser la chaîne qui les encerclait et gagnèrent la montagne. Cette affaire coûta cher à l'armée rouge qui perdit 1.200 hommes de troupe et 32 commandants. Les pertes des insurgés sont inconnues. Les négociations engagées entre insurgés et bolcheviks furent bientôt interrompues, les bolcheviks ayant rejeté les conditions des insurgés.

#### *Combats entre paysans et Guépéou*

La fusillade crépite le long de la frontière persane. Le correspondant de Tabriz au journal allemand *Vossische Zeitung* écrit que, près de la frontière de Perse, dans la région de Djoulfa, une fusillade intense accompagnée de tirs d'artillerie se fait entendre. On apprend ici qu'un engagement a eu lieu entre paysans et agents du Guépéou. Les paysans ont massacré les agents soviétiques venus pour réquisitionner le blé. Presque toute la population du village de Kara-Beyli a été arrêtée; le village a été détruit par le feu d'un train blindé. Les paysans qui ont pu fuir se cachent dans les épaisses forêts de la région. Journallement des engagements sanglants se produisent entre tchékistes et paysans.



### *Combats autour de Samoukh*

Le journal *Bildiris* annonce que, dans les environs de Samoukh, opère un détachement d'environ 800 insurgés. La lutte est engagée sur la question des kolkhoz. Dans certaines parties de l'Azerbaïdjan règne une anarchie complète. Les paysans attaquent les organisations des kolkhoz, massacrant les fonctionnaires soviétiques. A la tête d'un de ces détachements d'environ 500 hommes se trouve le grand patriote azerbaïdjanien Mahmed Kassim. Un autre détachement de 300 hommes opère sous le commandement d'Esset Koh. Au début du mois de décembre ces forces insurgées ont attaqué la station d'Evlakh sur le chemin de fer de Transcaucasie. Après l'avoir incendiée, les insurgés se retirèrent non sans avoir interrompu les communications ferroviaires entre Tiflis et Bakou pendant trois jours.

### *Déportation de hauts dignitaires communistes d'Azerbaïdjan*

Les communistes Akhoundov et Rahmanov, célèbres par leur cruauté et leurs tendances extrémistes, ont été arrêtés et déportés. Ils sont accusés d'avoir, avec le communiste marquant Lominadze, conspiré contre la dictature de M. Staline. Ce dernier les accuse d'avoir manifesté un opportunisme tour à tour de droite ou de gauche.

### *L'apparition de bandes d'affamés*

D'après le journal *Bildiris*, des bandes de paysans et d'ouvriers russes affamés, mal vêtus, mal chaussés, poussés par le froid de Russie, ont fait leur apparition en Azerbaïdjan. Les autorités répartissent ces affamés dans les villages d'Azerbaïdjan.

## CAUCASE DU NORD

De Souyoung-Kala (Grozny) on annonce qu'en raison du développement de la campagne anti-russe observée non seulement parmi les larges masses de la population, mais aussi parmi les travailleurs du parti et la jeunesse scolaire, le pouvoir soviétique s'efforce de remplacer les travailleurs russes responsables par des allogènes. Les bolcheviks espèrent ramener ainsi un peu de tranquillité sur les territoire de la République des Montagnards.

\*  
\*\*

De Chamyl-Kala (Petrosvk) on annonce qu'à l'occasion du 13<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre, par ordre des autorités supérieures des transports rouges de blé devaient être dirigés sur Chamyl-Kala sous l'appellation de « cadeau d'octobre ». Attaqués par des forces d'insurgés ces transports perdirent près de deux cents camions de blé, précédemment saisis chez les paysans locaux.

\*  
\*\*

De Terk-Kala, (Valdicaucaise) on annonce que le 18 octobre, les insurgés ont arrêté, entre Khristianovski et Ardon en Ossète, une automobile dans laquelle se trouvaient deux communistes connus. Après s'être emparés de leurs armes et d'une somme de 120.000 roubles, les insurgés se retirèrent. Les recherches n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat.

\*  
\*\*

A deux verstes d'Alaghir dans l'Ossète du Nord on a découvert le cadavre du communiste Konovalov, organisateur connu des Kolkhoz. Six allogènes montagnards soupçonnés d'avoir perpétré ce crime politique ont été arrêtés.



## UKRAINE

*Les ouvriers quittent le parti communiste*

Dans nombre d'usines en Ukraine, les rangs du parti communiste sont en partie désertés par les ouvriers. C'est ainsi qu'à l'usine de construction des locomotives, au 1<sup>er</sup> janvier 1930, on comptait 16,3 % de communistes par rapport à l'ensemble des ouvriers. A la fin du premier trimestre 1930, ce chiffre a fléchi jusqu'à 13 %; à la fin du deuxième il était de 11,5 % et à la fin du troisième il n'était plus que de 10,2 %.

*Les ensemencements des blés d'hiver n'ont pas été réalisés*

Aux derniers jours d'octobre, c'est-à-dire au moment où les ensemencements des blés d'hiver devraient être terminés, ces derniers, en Ukraine, n'ont pu être faits que dans les proportions de 88,1 % du plan envisagé. En outre, il est bon de remarquer qu'en dépit de toutes les persécutions subies par les exploitations individuelles, ces dernières ont ensemencé dans des proportions plus élevées que les exploitations collectives. Cela s'explique, non seulement par le manque d'intérêt de la part des membres des exploitations collectives individuellement, mais aussi par la mauvaise organisation des institutions soviétiques qui ne fournissent point en temps opportun les grains, les instruments agricoles, etc... aux exploitations collectives.

*Les achats de céréales à cours forcé*

Les achats de céréales à cours forcé, en Ukraine, ont donné de tristes résultats. La cause en est à l'énergique opposition des paysans. Ces derniers temps surtout, les attaques des agents préposés aux achats des céréales sont de plus en plus fréquentes. Il arrive aussi que, pour cacher le blé et éviter ainsi sa réquisition par les agents soviétiques, les paysans ukrainiens l'enfouissent dans des cachettes souterraines. Des peines très sévères d'ailleurs punissent ceux qui sont découverts; nombreux sont ceux qui, de ce fait, ont été déportés aux îles Solovki ou même fusillés. En dépit de ces mesures les achats de céréales par l'Etat ne se sont réalisés que dans les proportions de 60 %. Si l'on considère que les mois de septembre et d'octobre étaient des mois décisifs, l'on concevra que la situation des autorités soviétiques n'est pas moins que difficile. Les journaux soviétiques, du reste, consacrent à cette situation de nombreux articles où perçait l'inquiétude pour l'avenir. Il est bon de remarquer que les collectives agricoles sont sensiblement plus en retard dans la question des achats de céréales que les exploitations individuelles. Alors que les exploitations individuelles ont donné 62,8 % des achats envisagés, les exploitations collectives n'en ont donné que 57,7 %.

*Difficultés dans l'approvisionnement*

De jour en jour les difficultés dans la question de l'approvisionnement des villes et des grands centres de l'Ukraine deviennent plus difficiles. Les rations fournies aux ouvriers et aux employés par les coopératives sont entièrement insuffisantes. En outre les produits de première nécessité manquent le plus souvent dans les coopératives. Les prix sur le marché libre sont à ce point élevés que les salaires des ouvriers sont insuffisants pour faire des achats. La viande et les matières grasses font particulièrement défaut.

---

*Le Gérant : P. GIRAULT*

---

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



# Librairie Orientale et Américaine



Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE \* \*

**MAISONNEUVE Frères, Successeurs**

Libraires-Éditeurs

**3, Rue du Sabot, PARIS (6<sup>e</sup>) France**

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.  
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

*Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies*

*et Guides de conversation en toutes langues*

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,  
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine  
Bibliothèque ethnographique, etc.

**BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE**

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868  
Revue l'Etnographie

*Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures*

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

**ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES**

---

## “ LE TRIDENT ”

*Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France*

fondée en 1925 à Paris

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION :**

**42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V<sup>me</sup>**

***Prix de l'abonnement en France :***

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

---

## Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...



E51145  
1931